



# **BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG**

Siège Central :  
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

**Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)**

## **Informations publiées dans le cadre du pilier III de la Circulaire CSSF 06/273**

**- 2009 -**

## **Table des Matières**

<b>1. OBJECTIFS DE BÂLE II.....</b>	<b>5</b>
<b>2. ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA GESTION DES RISQUES À LA BCEE.....</b>	<b>7</b>
<b>3. POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES.....</b>	<b>9</b>
<b>3.1. Gestion du risque de crédit .....</b>	<b>9</b>
3.1.1. Notation interne .....	9
3.1.2. Processus de décision et suivi .....	9
<b>3.2. Gestion du risque de marché .....</b>	<b>9</b>
<b>3.3. Gestion du risque de liquidité .....</b>	<b>9</b>
<b>3.4. Gestion des risques opérationnels.....</b>	<b>10</b>
<b>3.5. Gestion du risque de compliance .....</b>	<b>10</b>
<b>3.6. Gestion du risque de réputation .....</b>	<b>10</b>
<b>3.7. Risques de rentabilité, risques d'affaires, risques stratégiques et macroéconomiques..</b>	<b>10</b>
<b>4. RATIOS DE SOLVABILITÉ .....</b>	<b>11</b>
<b>5. LES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES.....</b>	<b>11</b>
<b>6. LES EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES.....</b>	<b>13</b>
<b>7. LE RISQUE DE CRÉDIT DE CONTREPARTIE .....</b>	<b>14</b>
<b>7.1. Contrats sur taux d'intérêt et taux de change.....</b>	<b>14</b>
<b>7.2. Contrats sur dérivés de crédit.....</b>	<b>15</b>
<b>8. LE RISQUE DE CRÉDIT ET DE DILUTION .....</b>	<b>15</b>
<b>8.1. Ventilation géographique des encours .....</b>	<b>15</b>
<b>8.2. Ventilation par secteur économique.....</b>	<b>16</b>
<b>8.3. Ventilation par classe d'exposition et exigibilité.....</b>	<b>16</b>
<b>8.4. Ventilation par classe d'exposition et échelon de qualité de crédit.....</b>	<b>17</b>
8.4.1. Administrations centrales et banques centrales, Etablissements financiers et Entreprises .....	18
8.4.2. Clientèle de détail .....	19
8.4.3. Financements spécialisés .....	19
8.4.4. Actions .....	20

8.4.5.	Titrisation.....	21
<b>8.5.</b>	<b>Informations en rapport avec les dépréciations de l'exposition au risque de crédit .....</b>	<b>22</b>
8.5.1.	Politique de provisionnement.....	22
8.5.2.	Corrections de valeur sur base collective.....	22
8.5.3.	Corrections de valeur spécifiques par classe d'exposition.....	22
8.5.4.	Variation des corrections de valeur spécifiques par classe d'exposition .....	23
8.5.5.	Répartition des corrections de valeur spécifiques par secteur économique .....	23
8.5.6.	Répartition des corrections de valeur spécifiques par zone géographique.....	24
<b>8.6.</b>	<b>Techniques d'atténuation du risque de crédit.....</b>	<b>25</b>
<b>9.</b>	<b>INFORMATIONS EN RAPPORT AVEC LE RISQUE DE MARCHÉ .....</b>	<b>26</b>
<b>10.</b>	<b>INFORMATIONS EN RAPPORT AVEC LE RISQUE OPÉRATIONNEL.....</b>	<b>26</b>
<b>11.</b>	<b>RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT HORS PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION.....</b>	<b>26</b>

## **Introduction**

Le Pilier III de Bâle II, complémentaire aux piliers I et II, encourage la discipline de marché par la publication d'informations qui permettront au marché d'évaluer l'exposition aux risques, le processus d'évaluation des risques et l'adéquation des fonds propres de l'établissement.

La BCEE répond à ces exigences de marché en se conformant à la partie XIX – Informations à publier par les établissements de crédit de la circulaire CSSF 06/273 visant à informer le marché sur l'exposition de la Banque aux risques précités.

Les publications de la Banque dans le cadre du pilier III sont complémentaires avec les informations que la Banque fournit dans ses comptes annuels. Le lecteur intéressé est donc renvoyé aux comptes annuels audités de la Banque pour avoir plus d'informations qualitatives et quantitatives en ce qui concerne par exemple l'organisation de la gestion des risques ou la gestion des risques.

La BCEE a obtenu, le 20 décembre 2007, l'autorisation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier pour l'utilisation de l'approche fondée sur les notations internes de base. Cette autorisation était soumise à la réalisation de quelques points d'attention qui, entretemps, ont été traités à la satisfaction du régulateur.

Les données du rapport Pilier III reposent sur le processus de calcul des exigences de fonds propres réglementaires Bâle II qui sont également utilisées pour la production du reporting réglementaire COREP de fin d'année.

Le périmètre des informations publiées dans le cadre du Pilier III est celui de la BCEE non consolidé.

La fréquence de mise à jour du document Pilier III est annuelle. La publication se fera dans la foulée de la publication des comptes annuels de la Banque.

Les processus et données relatives au pilier III ne font pas l'objet d'une revue par le réviseur d'entreprises de la BCEE. Ces informations ont cependant donné lieu à une évaluation de leur conformité aux exigences de publication de la circulaire CSSF 06/273 (partie XIX, chapitre 4) par l'Audit Interne de la BCEE conformément à la politique de publication de la Banque.

\*\*\*

## **1. Objectifs de Bâle II**

Les normes Bâle II visent à permettre une couverture plus fine et complète des risques bancaires.

Le dispositif de Bâle II comporte trois piliers complémentaires et interdépendants :

- le pilier I constitue le socle des exigences réglementaires minimales de fonds propres
- le pilier II vise à introduire une cohérence entre les risques encourus et l'allocation des fonds propres et institue le principe de dialogue structuré entre les établissements de crédit et les superviseurs
- le pilier III est centré sur la transparence et la discipline de marché

Nous traitons dans ce document les objectifs du pilier III.

### **Pilier I**

L'exigence de fonds propres du dispositif Bâle II affine l'accord de 1988 et cherche à rendre les fonds propres cohérents avec les risques encourus par les établissements financiers.

#### *Risque de crédit*

Pour l'évaluation de son risque de crédit, la BCEE applique la méthode IRB-Fondation. La Banque estime la probabilité de défaut de la contrepartie (PD) tandis que le taux de perte en cas de défaut (LGD) est défini par le régulateur à l'exception de la clientèle Retail où les taux de pertes en cas de défaut sont calculés sur base des observations historiques de la Banque.

#### *Risque de marché*

Dans le cadre de la gestion interne du risque de marché, la Banque utilise un modèle de type VaR pour quantifier ce risque et réalise les tests d'endurance en vertu de la circulaire CSSF 08/338 pour l'ensemble des positions ne relevant pas du portefeuille de négociation.

Pour déterminer l'exigence réglementaire de fonds propres pour le risque de marché, la Banque applique l'approche « standard » conformément aux principes énoncées par la circulaire CSSF 06/273.

#### *Risque opérationnel*

Pour satisfaire aux exigences du pilier I en matière de risques opérationnels la Banque a décidé d'appliquer la méthode dite « standard », qui vise une allocation de fonds propres proportionnelle selon un facteur réglementaire au produit net bancaire par « business line ».

### **Pilier II**

Le pilier II est scindé en trois grandes parties, à savoir a) le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres, b) la gouvernance interne, c) le processus de surveillance prudentielle.

a) L'objectif du pilier II est la couverture de l'ensemble des risques d'un établissement de crédit par le capital économique. Ce processus est appelé « Internal Capital Adequacy Assessment Process » (ICAAP). Il s'agit donc de couvrir les risques qui ne sont pas explicitement couverts dans le cadre du pilier I comme par exemple le risque de taux d'intérêt hors portefeuille de négociation, le risque de liquidité, de risque de « compliance » ou le risque de réputation.

La BCEE s'est mise en conformité avec la circulaire CSSF 07/301 visant à mettre en place un dispositif permettant d'évaluer l'adéquation du capital économique par rapport au profil de risque et à maintenir en permanence un niveau de fonds propres approprié. Le Conseil d'Administration est informé au moins une fois par an sur la situation des risques et des fonds propres internes de l'établissement tel qu'exigé par le paragraphe 26 de ladite circulaire.

b) La gouvernance interne est le dispositif de fonctionnement interne de l'établissement de crédit. Ces exigences qui découlent de l'article 5 (« administration centrale et infrastructure ») de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier sont déclinées en particulier dans les circulaires CSSF 95/120, 96/126, 98/143 et 04/155.

c) Le processus de surveillance prudentielle (SREP – supervisory review and evaluation process) permet au régulateur de confronter sa propre analyse du profil de risque de la Banque avec celle conduite par l'établissement de crédit lui-même.

### **Pilier III**

La BCEE informe le public sur la situation des fonds propres et la politique de gestion des risques de la Banque conformément à la circulaire CSSF 06/273. Le présent document traitant du pilier III est consultable via le site internet ([www.bcee.lu](http://www.bcee.lu)) de la Banque sous l'onglet « Rapports d'activités ».

## **2. Organisation générale de la gestion des risques à la BCEE**

Traditionnellement, la BCEE a adopté une politique prudente et conservatrice en matière de gestion des risques. Au cours des dernières années, la Banque a accentué ses efforts pour harmoniser davantage les contrôles et évoluer vers un maximum de transparence dans les méthodes de gestion.

La gestion des risques est organisée de manière décentralisée au sein de la BCEE. L'organigramme à la page suivante donne un aperçu global de l'organisation en place à la BCEE.

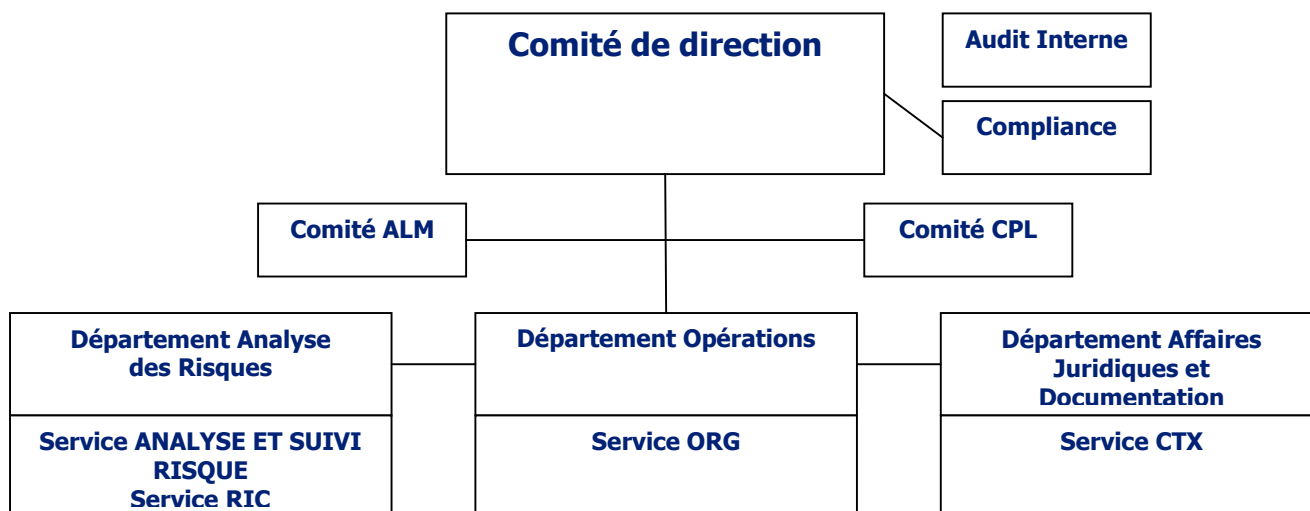
La structure actuelle est née dans le cadre de la réorganisation de l'organigramme début 2006, qui a vu notamment la création des Départements « Analyse des Risques » et « Opérations » :

- Création du Département « Analyse des Risques », avec un regroupement au sein de ce Département des services
  - Analyse et Suivi Risque, orienté essentiellement vers l'analyse et le suivi du risque de crédit pour toutes les opérations réalisées par les entités commerciales de la Banque, tout en étant indépendant de ces entités
  - Risk Control, service avec un profil de missions plus hétérogène que le service Analyse et Suivi Risque et qui comprend entre autres le contrôle de l'activité de la salle des marchés, avec en particulier la mesure du risque de marché, la fonction d'Unité de contrôle du risque de crédit (UCRC, telle que définie dans le pilier I), le suivi et reporting des incidents opérationnels au sein de la Banque.
- Création du Département « Opérations », au sein duquel se trouve en particulier le service Organisation, dont les missions primaires couvrent des éléments majeurs à considérer dans le cadre des risques opérationnels :
  - Analyse des risques liés aux différents aspects de projets à conduire au sein de la Banque
  - Gestion des plans « Disaster Recovery » et « Business Continuity » (DRP-BCP)
  - Responsabilité de la sécurité physique et informatique au sein de la Banque

La Banque dispose par ailleurs :

- d'un Département « Affaires juridiques et documentation » avec le service Juridique et Contentieux qui donne des avis relatifs aux contrats qui engagent la Banque,
- d'une fonction audit interne, concrétisée par l'existence du service Audit interne ,
- d'une fonction Compliance, concrétisée par l'existence du service Compliance avec une délégation de certaines tâches à d'autres entités dans la Banque ,
- d'un Comité Compliance, composé d'un membre du Comité de Direction et de représentants des services Compliance, Audit interne et Juridique,
- d'un Comité d'Acceptation des relations d'Affaires, composé d'un membre du Comité de Direction et de représentants des services Compliance et Juridique,
- d'un comité ALM, composé des membres du Comité de Direction ainsi que de représentants de certains départements de la Banque.

Le schéma ci-dessous représente les différents organes et services qui sont impliqués dans le processus de gestion des risques. Au sein de la Banque la responsabilité ultime de l'analyse et de la prise des risques est de la compétence du Comité de direction. D'un point de vue organisationnel, la gestion et le contrôle des risques sont délégués au département « Analyse des risques ».



La gestion des risques financiers est décrite dans le chapitre 6 des notes aux comptes annuels.

Les règles générales de gestion des risques financiers y sont présentées en détail ainsi que le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité.

La politique des fonds propres et l'adéquation du capital est également traitée dans ce chapitre.



### **3. Politique de gestion des risques**

#### **3.1. Gestion du risque de crédit**

##### **3.1.1. Notation interne**

Chaque engagement de la Banque donnant lieu à un risque de crédit fait l'objet d'une analyse préalable de la qualité du débiteur par le service Analyse et Suivi Risque. Dans le cadre des travaux d'implémentation de la démarche « Internal Rating Based – Foundation », la Banque a mis en place un système interne de notation des contreparties. Les notations entrent directement dans le dispositif de gestion du risque de crédit dans la mesure où elles constituent un des paramètres-clé pour la mise en place de limites.

##### **3.1.2. Processus de décision et suivi**

Le service Analyse et Suivi Risque a la responsabilité centrale de l'analyse du risque de crédit au niveau de la Banque. Ceci concerne à la fois

- les demandes de crédit ou de financement provenant des clients via les points d'entrée classiques, à savoir le réseau des agences et le service Crédit
- les besoins du service Financial Markets: opérations dans le marché interbancaire, gestion du portefeuille Global Credit Investment
- les besoins des clients du service Investment Funds: lignes de crédit, mise en place de limites de change

Les décisions relatives aux dossiers de crédit et/ou aux limites sont prises sur base d'une analyse préalable par les analystes crédit du service Analyse et Suivi Risque et en fonction des montants engagés.

Le suivi qualitatif des engagements individuels de la Banque est réalisé également de manière centralisée par le service Analyse et Suivi Risque.

#### **3.2. Gestion du risque de marché**

La Banque utilise un modèle de type Value-at-Risk (VaR) pour quantifier le risque de marché. La VaR est déterminée sur base d'une méthode historique, avec un seuil de confiance de 99%.

La variation de valeur du portefeuille d'un jour à l'autre est déterminée sur base d'une distribution des observations historiques. Les calculs sont basés sur des observations de paramètres risque (taux d'intérêts, taux de change et cours) sur une année.

Le suivi du respect des limites de marché est assuré par le service Risk Control qui informe quotidiennement les membres du Comité de Direction ayant dans leurs attributions les départements « Banque des Marchés » et « Analyse des Risques ».

#### **3.3. Gestion du risque de liquidité**

La Banque dispose d'une base stable de financements via les dépôts de clients particuliers et personnes morales ainsi que des programmes d'émission d'ECP, USCP et EMTN à court et moyen terme.

Elle dispose de sources de financement alternatives à travers la possibilité de mise en gage d'un portefeuille de titres auprès de la Banque Centrale du Luxembourg, la possibilité de mise en gage de prêts auprès de la Banque Centrale du Luxembourg et le recours possible à des lignes de back-stop.

Ont également été mis en place les contrats nécessaires pour intervenir sous forme tripartite dans le marché du repo afin de pouvoir refinancer le cas échéant la partie du portefeuille non-admissible au refinancement auprès de la BCL.

### **3.4. Gestion des risques opérationnels**

La Banque s'est donné différents moyens pour contenir et gérer les risques opérationnels grâce à l'existence d'un organigramme qui prévoit une séparation claire des fonctions, la mise en place d'une base centralisée des incidents opérationnels au niveau de la Banque et l'existence d'un plan « Business Continuity Plan – Disaster Recovery Plan » visant à permettre aux entités sensibles de la Banque, comme p.ex. la salle des marchés, de pouvoir fonctionner endéans un délai court suite à la survenance d'un problème grave.

### **3.5. Gestion du risque de compliance**

Le risque Compliance est pris en charge par le service Compliance qui assure le respect des obligations d'anti-blanchiment avec l'exploitation d'un outil visant à détecter des transactions suspectes.

Le service Compliance est également responsable du respect de la conformité de la Banque avec l'environnement réglementaire avec une délégation de certaines tâches à d'autres entités de la Banque et est en charge du suivi des réclamations de clients.

### **3.6. Gestion du risque de réputation**

La gestion du risque de réputation est prise en charge par les services Compliance et Audit interne. Le service CPL réalise un rapport annuel relatif au respect des contraintes légales par les différentes entités de la Banque. Le service Audit Interne veille au respect des procédures par les différentes entités de la Banque. Il effectue par ailleurs un contrôle opérationnel par rapport aux activités du service Private Banking.

La Banque s'est dotée d'un Comité d'acceptation, présidé par un membre du Comité de Direction, dont le rôle consiste à analyser les demandes d'entrée en relation émanant de clients nécessitant des mesures de vigilance accrues.

### **3.7. Risques de rentabilité, risques d'affaires, risques stratégiques et macroéconomiques**

La Banque effectue à intervalles réguliers une analyse approfondie de son positionnement stratégique et des risques cités ci-dessus. Ces éléments sont pris en compte dans un plan pluriannuel où sont déclinés les objectifs stratégiques de la Banque.

#### 4. Ratios de solvabilité

Au 31.12.2009, le ratio de solvabilité Mc Donough de la BCEE est de 23,0 % et le ratio de solvabilité Tier1 est de 14,4 %. Avec la prise en compte de l'exigence supplémentaire de fonds propres au titre des niveaux planchers réglementaires de 276.301,77 milliers €, le ratio de solvabilité Mc Donough est de 17,0 %.

Ratio de solvabilité	( en 1.000 € ) 31.12.2008	( en 1.000 € ) 31.12.2009
<b>Fonds Propres réglementaires</b>	<b>2.072.684,02</b>	<b>2.227.353,94</b>
dont Fonds Propres réglementaires Tier 1	1.256.473,57	1.397.416,07
dont Fonds Propres réglementaires Tier 2	816.210,45	829.937,87
<b>Exigence de fonds propres totale</b>	<b>1.181.429,18</b>	<b>1.050.159,27</b>
Exigence de fonds propres	688.025,58	773.857,50
Exigence <u>transitoire</u> additionnelle de fonds propres suite au floor réglementaire	493.403,61	276.301,77
<b>Ratios de solvabilité</b>		
Ratio de solvabilité Mc Donough	24,1%	23,0%
Ratio de solvabilité Tier 1	14,6%	14,4%
Ratio de solvabilité avec exigence supplémentaire de fonds propres au titre des niveaux planchers réglementaires	14,0%	17,0%

#### 5. Les fonds propres réglementaires

Les fonds propres réglementaires avant déductions comprennent

- ❑ le capital Tier 1 : le capital libéré de la BCEE, les réserves éligibles (y compris les bénéfices reportés) et les écarts de valorisation éligibles en tant que fonds propres de base
- ❑ le capital Upper Tier 2 : les écarts valorisation suite aux retraitements prudentiels des écarts de valorisation liés aux titres de propriété disponibles à la vente, aux titres de créance disponibles à la vente et aux opérations de couverture de flux de trésorerie, autres que celles liées aux actifs disponibles à la vente ainsi que le montant positif des provisions ("IRB Provision excess") dans le cadre de l'application de l'approche des notations internes pouvant être intégré dans les fonds propres Tier 2 dans leur limite prudentielle
- ❑ le capital Lower Tier 2 : la partie assimilée aux fonds propres des emprunts subordonnés

Les déductions de fonds propres sont composées

- ❑ des participations dans des établissements financiers, des compagnies d'assurances, des entreprises de réassurance et des sociétés holding d'assurance
- ❑ des déductions de positions de titrisation recevant une pondération risque de 1250% en vertu de l'approche de notation retenue par la BCEE
- ❑ des montants de pertes anticipées pour l'évaluation des expositions sous forme d'actions de l'approche notations internes

<b>Fonds propres réglementaires éligibles</b>	<b>( en 1.000 € ) 31.12.2008</b>	<b>( en 1.000 € ) 31.12.2009</b>
<b>Fonds propres réglementaires avant déductions</b>	<b>2.310.764,98</b>	<b>2.470.461,62</b>
Tier 1	1.375.514,05	1.518.969,91
Tier 2 (Upper tier 2)	668.561,28	713.723,93
Tier 2 (Lower tier 2)	266.689,64	237.767,78
<b>Déductions de fonds propres</b>	<b>-238.080,95</b>	<b>-243.107,68</b>
Participations dans des établissements financiers et des compagnies d'assurances, des entreprises de réassurance et des sociétés holdings d'assurance	-204.390,02	-206.063,21
Positions de titrisation qui attirent une pondération à risque de 1250 %	-30.310,48	-33.244,20
Autres déductions	-3.380,45	-3.800,26
<b>Fonds propres pour le calcul du ratio de solvabilité</b>	<b>2.072.684,02</b>	<b>2.227.353,94</b>
<b>Excess (+) / Shortfall (-)</b>	<b>41.506,17</b>	<b>48.150,27</b>
Provisions générales prises en compte	133.007,64	134.742,57
Provisions spécifiques prises en compte	135.798,65	133.205,28

L'excès correspond à la différence positive entre les provisions spécifiques et générales pour risque de crédit et les pertes anticipées réglementaires. L'excès ne peut cependant être intégré qu'à raison de 0,6 % des actifs à risque pondérés de l'approche des notations internes dans les fonds propres Tier 2 de la Banque et s'élève donc à 48.150,27 milliers € au 31.12.2009.

## 6. Les exigences de fonds propres réglementaires

Le tableau suivant donne les exigences de fonds propres de la BCEE pour les risques de crédit, les risques de marché ainsi que le risque opérationnel.

Les méthodologies retenues pour la détermination des exigences de fonds propres sont les suivantes :

Risque de crédit :        approche des notations internes – méthode de base  
Risque de marché :      approche standard  
Risque opérationnel :    approche standard

En ce qui concerne les risques de crédit, les exigences de fonds propres sont réparties suivant les principales classes d'exposition telles que définies par la circulaire CSSF 06/273 (partie VII points 110-117) :

- ☐ expositions sur les administrations centrales et banques centrales
- ☐ expositions sur les établissements financiers
- ☐ expositions sur les entreprises
- ☐ expositions sur la clientèle de détail
  - expositions sur la clientèle de détail garanties par une sûreté immobilière
  - expositions renouvelables éligibles sur la clientèle de détail
  - expositions détail autres
- ☐ expositions sous forme d'actions
- ☐ expositions dans le cadre d'une titrisation (telles que décrites à la partie X de la circulaire 06/273)
- ☐ actifs autres que des obligations de crédit

Exigences en matière d'adéquation de fonds propres	( en 1.000 € ) 31.12.2008	( en 1.000 € ) 31.12.2009
<b>Risque de crédit</b>	<b>609.121,21</b>	<b>688.083,29</b>
Administrations centrales et banques centrales	19.604,87	18.326,08
Etablissements financiers	131.775,55	162.035,79
Entreprises	202.191,83	250.741,53
Clientèle de détail	133.134,34	128.689,95
Actions	86.358,04	92.976,84
Titrisation	7.031,60	6.167,39
Actifs autres que des obligations de crédit	29.024,98	29.145,71
<b>Risque de marché</b>	<b>7.271,00</b>	<b>14.140,85</b>
Risque de règlement/livraison	0,00	0,00
Risques de position, risque de change, risque lié à la variation de prix des produits de base	7.271,00	14.140,85
<b>Risque opérationnel</b>	<b>71.633,37</b>	<b>71.633,37</b>
<b>Total</b>	<b>688.025,58</b>	<b>773.857,50</b>

## 7. Le risque de crédit de contrepartie

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2009, environ 90% du volume des opérations sur instruments dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.

La politique de gestion en matière de risque de contrepartie peut également être consultée dans le point 6 « Gestion des Risques financiers » des comptes annuels audités de l'année 2009.

### 7.1. Contrats sur taux d'intérêt et taux de change

Le tableau ci-après donne la valeur exposée au risque en vertu de contrats sur taux d'intérêt et de contrats sur taux de change.

La valeur exposée au risque est déterminée selon la méthode d'évaluation au prix de marché en fonction de l'échéance résiduelle <sup>1</sup> comprenant le coût de remplacement actuel des contrats ainsi que l'exposition de crédit potentielle future.

Risque de crédit de contrepartie - Valeur exposée au risque / Echéance résiduelle et Type de contrat	Contrats sur taux d'intérêt	Contrats sur taux de change et or
	( en 1.000 € ) 31.12.2009	( en 1.000 € ) 31.12.2009
un an ou moins	39.456,66	165.494,33
plus d'un an à cinq ans	82.116,08	14.035,79
plus de cinq ans	81.915,46	53.738,62
<b>Total</b>	<b>203.488,21</b>	<b>233.268,74</b>

Le montant notionnel au 31.12.2009 des contrats sur taux d'intérêt est de 16.189,69 milliers €, celui des taux de change est de 3.028,22 milliers €.

Le tableau suivant montre l'impact des techniques d'atténuation de risque de crédit sur les contrats de taux d'intérêts et de taux de change que la Banque a mis en place.

<sup>1</sup> Les pondérations de cette approche sont définies dans le § 371 de la partie VII – Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

Risque de crédit et de contrepartie	( en 1.000 € ) 31.12.2009
Juste valeur positive brute des contrats sur taux d'intérêts et taux de change	238.992,48
Valeur exposée au risque	436.756,95
Bénéfices de la compensation	205.148,88
Bénéfices de collatéraux financiers	35.133,92
Valeur exposée au risque après prise en compte des techniques d'atténuation du risque de crédit	196.474,15

Les techniques d'atténuation du risque de crédit permettent de réduire la valeur exposée au risque de 55 % par rapport à la situation initiale.

## 7.2. Contrats sur dérivés de crédit

La Banque détient un stock de Credit Default Swaps (CDS).

Les CDS sont traités conformément à la circulaire CSSF 06/273 comme des expositions du banking book avec un risque de crédit sur le sous-jacent conformément aux principes de l'approche des notations internes.

## 8. Le risque de crédit et de dilution

Les encours renseignés dans les tableaux suivants correspondent à la notion d'Encours en Cas de Défaut (Exposure at Default = EAD) qui correspond à l'encours en cas de défaut d'une contrepartie tel que défini par la circulaire 06/273 pour les différents types de produits bancaires.

### 8.1. Ventilation géographique des encours

Le tableau suivant reprend la répartition des classes d'exposition par zone géographique.

EAD par Classe d'exposition / Zone géographique	Europe ( en 1.000 € ) 31.12.2009	Europe Autres ( en 1.000 € ) 31.12.2009	Amérique du Nord ( en 1.000 € ) 31.12.2009	Extrême Orient, Chine et Asie du Sud y compris Japon ( en 1.000 € ) 31.12.2009	Autres ( en 1.000 € ) 31.12.2009
Administrations centrales et banques centrales	7.262.492	0	15.980	0	222.977
Etablissements financiers	16.946.446	355.754	1.247.198	167.557	786.362
Entreprises	4.031.920	19.765	209.568	7.192	50.892
Clientèle de détail	8.556.624	99.134	20.331	30.742	192.145
Actions	729.024	0	0	0	4.156
Titrisation	680.156	0	64.448	4.683	23.772
Actifs autres que des obligations de crédit	420.228	0	0	0	0
	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>38.626.889</b>	<b>474.654</b>	<b>1.557.524</b>	<b>210.174</b>	<b>1.280.303</b>

On constate que l'exposition au risque de crédit concerne pour plus de 91 % des encours dans la zone Europe. Le portefeuille crédit est volontairement axé sur cette zone ce qui permet également de limiter le risque de change.

## 8.2. Ventilation par secteur économique

L'exposition de l'encours par rapport aux différents secteurs économiques se répartit comme suit :

Secteur économique	EAD ( en 1.000 € ) 31.12.2009
Banques et services financiers	22.637.582
Public et Para-public	8.366.265
Immobilier	3.434.077
Santé et activités sociales	1.743.940
Services aux entreprises	1.012.395
Transports	964.216
Télécom	815.522
Consommation Ménages	776.418
Tourisme et Loisirs	583.296
Organisations supranationales	488.822
Energie	321.134
Sidérurgie	305.001
Divers	700.876
<b>Total</b>	<b>42.149.544</b>

Le secteur « Banques et services financiers » représente plus de 53 % de l'encours total loin devant le secteur « Public et Parapublic » avec 19,8%. A travers les outils de mesure du risque de crédit mis en place dans le cadre de Bâle II, la Banque suit au quotidien l'évolution du risque et limite ses engagements du secteur « Banques et services financiers » sur des ratings de haut niveau (supérieurs à A).

## 8.3. Ventilation par classe d'exposition et exigibilité

Le tableau suivant fournit un échéancier des classes d'exposition au risque de crédit en fonction des durées résiduelles :

EAD par Classe d'exposition / Durée résiduelle	moins de 3 mois ( en 1.000 € ) 31.12.2009	entre 3 et 12 mois ( en 1.000 € ) 31.12.2009	entre 1 et 5 ans ( en 1.000 € ) 31.12.2009	plus de 5 ans ( en 1.000 € ) 31.12.2009	Total ( en 1.000 € ) 31.12.2009
Administrations centrales et banques centrales	870.599	108.376	1.260.420	5.262.054	7.501.448
Etablissements financiers	9.394.758	4.130.212	5.250.710	727.637	19.503.317
Entreprises	978.447	522.964	1.683.249	1.134.677	4.319.336
Clientèle de détail	272.710	175.635	1.346.113	7.104.518	8.898.977
Actions	733.180	0	0	0	733.180
Titrisation	0	21.878	61.854	689.327	773.058
Actifs autres que des obligations de crédit	35.255	0	21.754	363.218	420.228
	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>12.284.949</b>	<b>4.959.066</b>	<b>9.624.100</b>	<b>15.281.430</b>	<b>42.149.544</b>

Les encours ayant une durée résiduelle inférieure à 3 mois sont particulièrement élevés pour les établissements financiers et représentent 76,5 % de ces encours. Pour la clientèle de détail, les encours ayant une durée résiduelle de plus de 5 ans sont de 7.104.518 milliers €. Il s'agit essentiellement de prêts hypothécaires.



## 8.4. Ventilation par classe d'exposition et échelon de qualité de crédit

La Banque a investi dans des outils de gestion des risques adaptés aux différents profils de risque et types de financements.

Les systèmes de notation mis en place comprennent un ensemble de méthodes, processus, contrôles, systèmes de collecte de données et systèmes d'informations pour l'évaluation des risques de crédit ainsi que leur affectation à un échelon de qualité de crédit avec la quantification d'une probabilité de défaut et une estimation de la perte en cas de défaut (LGD) ainsi que des facteurs de conversion de crédit (FCEC) de la clientèle.

Le tableau suivant récapitule les méthodologies qui ont été mises en place :

Classe d'exposition	Type de modèle de notation	Type de LGD	Type de FCEC
Administrations centrales et banques centrales	Modèle expert	LGD prudentiels	FCEC prudentiels
Etablissements financiers	Modèle expert	LGD prudentiels	FCEC prudentiels
Entreprises	Modèle expert	LGD prudentiels	FCEC prudentiels
Clientèle de détail	Modèle comportemental statistique	LGD interne	FCEC internes
Actions	Approche de marché	pas applicable	pas applicable
Titrisation	Méthode fondée sur les notations externes	pas applicable	pas applicable

Les modèles de notation mis en place pour la clientèle administrations centrales et banques centrales, établissements financiers et entreprises sont des modèles experts se composant d'un volet quantitatif basé sur une analyse financière et d'un volet qualitatif intégrant l'avis des analystes pour la contrepartie notée. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le rating externe.

En ce qui concerne la clientèle de détail, le modèle de notation interne mis en place est de type « comportemental ». Dans ce modèle statistique sont pris en compte les caractéristiques des clients ainsi que leur comportement sur les comptes de la Banque. Sur base de ces informations sont ensuite dérivés les indicateurs qui peuvent être prédictifs d'un défaut éventuel endéans une année.

Le modèle interne mis en place pour la détermination des taux de LGD se base sur les observations historiques de la Banque en ce qui concerne les taux de recouvrements des dossiers de la clientèle de détail en défaut. Dans la méthodologie de détermination des taux de LGD ont également été pris en compte les coûts du processus de recouvrement ainsi que l'effet de cycles conjoncturels moins favorables (downturn LGD).

Les facteurs de conversion de crédits de la clientèle de détail ont été déterminés sur base des défauts en comparant l'utilisation des lignes de crédit au moment du défaut par rapport à l'utilisation qui a été faite un an avant la survenance du défaut.

Dans les tableaux qui suivent, les échelons de qualité de crédit sont regroupés comme suit pour les principales classes d'exposition :

Classe d'exposition	Echelon de crédit	Classe de rating
<b>Administrations centrales et banques centrales, établissements financiers et entreprises</b>	High grade	1 à 5
	Standard grade	6 à 10
	Sub-standard grade	11 à 13
	Impaired	14 à 19
	Not rated	-
<b>Clientèle de détail</b>	High grade	1 à 6
	Standard grade	7 à 10
	Sub-standard grade	11 à 17
	Impaired	18 et 19

La Banque a retenu 19 classes de ratings pour les types de clientèle administrations centrales et banques centrales, établissements financiers, entreprises et clientèle de détail. En ce qui concerne la clientèle de détail, les clients qui remplissent les conditions de défaut sont repris dans les classes de rating 18 ou 19, ce qui correspond à l'échelon de crédit « Impaired ».

Mentionnons encore que pour la titrisation, les financements spécialisés et les actions, les pondérations risques pour le calcul de l'exigence de fonds propres sont directement dérivées lors du processus de notation interne.

#### 8.4.1. Administrations centrales et banques centrales, Etablissements financiers et Entreprises

Le tableau suivant fournit des informations sur les expositions de la clientèle administrations centrales et banques centrales, établissements financiers et entreprises en fonction des différents échelons de crédit :

Classe d'exposition	Echelon de crédit	EAD (encours bilan et hors bilan converti par FCEC) ( en 1.000 € ) 31.12.2009	Pondération moyenne des montants des actifs à risque pondéré en % 31.12.2009	LGD moyens en % 31.12.2009	Montant des crédits non utilisés (hors-bilan) avec les FCEC correspondants ( en 1.000 € ) 31.12.2009	FCEC correspondants aux montants des crédits non utilisés ( en 1.000 € ) 31.12.2009
<b>Administrations centrales et banques centrales</b>		<b>7.501.448</b>	<b>3,04%</b>	<b>44,76%</b>	<b>1.026.820</b>	<b>65,65%</b>
	High grade	7.265.103	2,58%	44,75%	1.026.809	65,65%
	Standard grade	231.927	16,08%	45,00%	0	0,00%
	Sub-standard grade	4.412	65,20%	45,00%	0	0,00%
	Impaired	6	148,25%	45,00%	11	50,00%
<b>Etablissements financiers</b>		<b>19.503.317</b>	<b>10,54%</b>	<b>33,74%</b>	<b>551.710</b>	<b>96,94%</b>
	High grade	13.634.847	8,79%	35,36%	461.983	97,31%
	Standard grade	5.776.757	14,77%	29,75%	89.391	95,18%
	Sub-standard grade	4.885	99,95%	45,00%	0	0,00%
	Impaired	86.737	0,00%	44,99%	249	50,00%
	Not rated	91	44,74%	23,54%	87	50,00%
<b>Entreprises - hors Financements Spécialisés</b>		<b>3.362.895</b>	<b>69,94%</b>	<b>44,45%</b>	<b>1.197.721</b>	<b>69,37%</b>
	High grade	843.601	22,35%	45,14%	82.927	69,11%
	Standard grade	1.578.728	60,51%	44,89%	688.566	69,56%
	Sub-standard grade	480.108	132,16%	43,58%	202.912	69,32%
	Impaired	202.056	152,00%	40,70%	100.842	63,56%
	Not rated	258.402	103,12%	44,12%	122.474	73,34%

On constate pour ces types de clientèle la concentration importante des encours dans les échelons de crédit « high grade » respectivement « standard grade ».

Etant donné que la BCEE utilise l'approche des notations internes – méthode fondation, elle doit appliquer les LGD prudentiels pour les administrations centrales, les établissements financiers et les entreprises. Ces taux de LGD sont de 45 % pour les encours « senior » et de 75 % pour les encours subordonnés. L'utilisation des techniques de réduction des risques permet d'abaisser légèrement les taux de LGD prudentiels.

#### 8.4.2. Clientèle de détail

Le tableau suivant fournit des informations sur les expositions de la clientèle de détail en fonction des différents échelons de crédit :

Classe d'exposition	Echelon de crédit	Exposition totale (encours bilan et hors bilan converti par FCEC) ( en 1.000 € ) 31.12.2009	Pondération moyenne des montants des actifs à risque pondéré en % 31.12.2009	LGD moyens exprimés en % (moyenne pondérée) en % 31.12.2009	Montant des crédits non utilisés (hors-bilan) ( en 1.000 € ) 31.12.2009	FCEC moyens exprimés en % (moyenne pondérée) en % 31.12.2009
<b>Clientèle de Détail</b>		<b>8.898.976,69</b>	<b>16,81%</b>	<b>10,58%</b>	<b>1.012.759,35</b>	<b>87,95%</b>
	High grade	4.499.045,16	9,68%	10,92%	766.400,21	84,86%
	Standard grade	3.595.694,41	21,90%	10,19%	215.274,30	91,54%
	Sub-standard grade	661.517,12	41,22%	10,13%	27.178,45	90,12%
	Impaired	141.580,76	0,00%	11,58%	2.387,41	84,71%
	Not rated	1.139,24	53,23%	45,00%	1.518,98	75,00%

On constate pour la clientèle de détail une très forte concentration dans les échelons « high grade » et « standard grade » qui représentent 91% des encours.

Dans l'échelon de crédit « Impaired », l'encours renseigné correspond à l'ensemble des encours de la clientèle de détail des échelons 18 et 19.

En ce qui concerne les taux de LGD de la clientèle de détail, le régulateur impose l'utilisation d'un taux de LGD de 10 % pour l'immobilier résidentiel jusqu'au 31.12.2010. Pour les autres produits, les taux de LGD ont été calculés sur base des observations historiques de la Banque.

La répartition des encours de la clientèle de détail pour les différentes sous-classes d'expositions se présente comme suit :

Clientèle de détail par sous-classe d'exposition	EAD ( en 1.000 € ) 31.12.2009
<b>Clientèle de Détail</b>	<b>8.898.976,69</b>
expositions sur la clientèle de détail garanties par une sûreté	7.069.112,94
expositions retail autres	1.829.863,74

Les encours garantis par une sûreté immobilière représentent 79,4% des encours totaux de la clientèle de détail. Dans la grande majorité des cas, il s'agit de prêts hypothécaires résidentiels.

#### 8.4.3. Financements spécialisés

Les financements spécialisés sont des financements de projets d'une certaine envergure, la plupart du temps entrepris par des entités juridiques dédiées au projet et dont le cash flow sert au remboursement des crédits contractés.

Les encours de type « financements spécialisés » sont traités selon l'approche des critères d'affectation prudentielle (slotting criteria approach) avec les cinq échelons de notations et les pondérations correspondantes<sup>2</sup>.

Les critères pris en compte pour la détermination de l'échelon de notation sont ceux prévus par le régulateur, comme par exemple la base financière, la prévisibilité des flux de trésorerie, les caractéristiques de l'actif

<sup>2</sup> Les pondérations de cette approche sont définies dans le § 188 de la partie VII – Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

financé, les mécanismes de garanties, .... La notation interne est ensuite obtenue en attribuant une pondération à ces différents critères d'évaluation.

Au 31.12.2009, l'EAD de la BCEE dans les financements spécialisés est de 956.440,82 milliers €.

#### 8.4.4. Actions

Dans cette classe d'exposition sont compris les investissements de la Banque en actions et les participations de la Banque dans des entreprises.

Les actions sont traitées selon la méthode de pondération simple (market based approach) avec les pondérations correspondantes en fonction du type d'exposition, c.à.d. qu'il faut déterminer s'il s'agit d'une exposition sous forme d'action cotée, non cotée ou bien de private equity <sup>3</sup>.

Pour la grande majorité des encours de type « actions », nous appliquons la disposition transitoire du « equity grandfathering <sup>4</sup> » qui permet l'utilisation sous certaines conditions d'une pondération de 100% pour des encours de type actions. Cette disposition transitoire est applicable jusqu'au 31 décembre 2017.

Le tableau suivant donne des informations pour les expositions actions :

<b>Actions</b>	<b>Pondération Risque</b>	<b>EAD ( en 1.000 € ) 31.12.2009</b>
Exposition "Grandfathering"	100,00%	574.586,78
Expositions sous forme d'actions cotées	290,00%	203,86
Expositions sous forme d'actions non cotées	370,00%	158.276,33
Expositions "impaired"	1250,00%	112,81
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>733.179,78</b>

D'un point de vue réglementaire, certaines expositions sous forme d'actions doivent être déduites des fonds propres. Ces déductions correspondent aux participations dans des établissements financiers, des compagnies d'assurances, des entreprises de réassurance et des sociétés holding d'assurance. Le montant déduit des fonds propres pour le calcul du ratio de solvabilité est de 206.063,21 milliers € au 31.12.2009.

Les plus- ou moins-values non réalisées sur les expositions en actions sont déterminées par différence entre la juste valeur de chaque exposition individuelle et sa valeur d'acquisition. Au 31.12.2009, le montant brut des plus-values non réalisées de la Banque est de 665.573,67 milliers €. Ce montant est pris en compte dans la détermination de la réserve de réévaluation conformément aux retraitements prudentiels tels que prévus à la partie IV – Définition des fonds Propres Prudentiels de la circulaire CSSF 06/273.

Pour les principes comptables servant à la détermination de la juste valeur des expositions renseignées dans le bilan de la Banque, nous renvoyons au point 2. « Principes d'élaboration des comptes annuels » dans les comptes annuels audités 2009.

Les bénéfices réalisés en 2009 sur instruments disponibles à la vente de la classe d'exposition « actions » s'élèvent à 1.942,50 milliers €.

<sup>3</sup> Les pondérations de cette approche sont définies dans le § 204 de la partie VII – Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

<sup>4</sup> Le principe du « equity grandfathering » est défini dans le § 123 et suivants de la partie VII – Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

#### 8.4.5. Titrisation

Le tableau suivant fournit l'encours en cas de défaut des tranches de titrisation dans lesquelles la Banque est investisseur et qui ne sont pas « impaired ». La Banque ne participe pas en tant qu'initiateur à des opérations de titrisation.

L'encours est réparti selon les pondérations de l'approche des notations externes (Rating Based Approach)<sup>5</sup>. Cette approche permet de déduire les pondérations risque à partir des notations externes, la séniorité ainsi que la granularité de la tranche dans laquelle la Banque a investi.

Titrisation		EAD 31.12.2009 ( en 1.000 € )
Pondération à	7%	657.941,86
Pondération à	8%	21.805,98
Pondération à	10%	9.073,11
Pondération à	12%	19.097,40
Pondération à	20%	44.277,22
Pondération à	25%	280,13
Pondération à	35%	4.901,55
Pondération à	50%	10.364,37
Pondération à	60%	2.401,54
Pondération à	100%	2.438,37
Pondération à	425%	476,87
<b>Total</b>		<b>773.058,38</b>

La répartition entre les investissements dans des tranches de titrisation de type classique et de type synthétique est la suivante :

Titrisation	EAD 31.12.2009 ( en 1.000 € )
Titrisation classique	766.744,43
Titrisation synthétique	6.313,94
<b>Total</b>	<b>773.058,38</b>

Les tranches déduites des fonds propres représentent un montant de 33.244,20 milliers €. Il s'agit des tranches pour lesquelles il y a une indication objective de dépréciation de l'actif et/ou celles qui disposent d'un échelon de notation de crédit CSSF au-delà de 11 conformément à la circulaire CSSF 06/273.

Pour les principes comptables servant à la détermination de la juste valeur des instruments financiers renseignés dans le bilan de la Banque, nous renvoyons au point 2. « Principes d'élaboration des comptes annuels » dans les comptes annuels audités 2009.

---

<sup>5</sup> L'approche des notations externes est définie dans le § 72 à 77 de la partie X - Couverture du risque de crédit lié aux titrisations de la circulaire CSSF 06/273

## **8.5. Informations en rapport avec les dépréciations de l'exposition au risque de crédit**

### **8.5.1. Politique de provisionnement**

La Banque distingue deux catégories de dépréciation, à savoir les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle ainsi que les dépréciations constatées sur base collective.

En ce qui concerne les corrections de valeur sur base individuelle, la Banque réalise des dépréciations sur des expositions lorsqu'il y a une indication objective de dépréciation, càd. un retard de paiement persistant voire d'autres éléments permettant de conclure sur des problèmes financiers, conformément aux principes de la définition de défaut de la circulaire 06/273<sup>6</sup>.

Pour la clientèle de détail, les clients qui remplissent les conditions de défaut sont classés dans les classes de rating 18 ou 19, qui correspondent à l'échelon de crédit « Impaired ». Le principe de contagion est appliqué, ce qui signifie qu'un client en défaut sur un de ses contrats de crédit est considéré comme étant en défaut sur l'ensemble de ses engagements.

Le montant de la correction de valeur est ensuite déterminé sur base des pertes historiques constatées pour les différents types de produits de la clientèle de détail.

Pour les autres classes d'expositions, le montant de la correction de valeur est déterminé dossier par dossier en fonction de la valeur bilantaire de l'actif et de sa valeur recouvrable.

### **8.5.2. Corrections de valeur sur base collective**

Les corrections de valeur sur base collective sont réalisées de manière forfaitaire pour couvrir des risques de perte potentielle. Au 31.12.2009, les corrections de valeur sur base collective s'élèvent à 134.742,57 milliers €.

### **8.5.3. Corrections de valeur spécifiques par classe d'exposition**

Le tableau ci-après reprend les corrections de valeur spécifiques pour les différentes classes d'expositions. Au 31.12.2009, les corrections de valeur spécifiques s'élèvent à 206.817,11 milliers €.

Ce tableau fournit également la réconciliation avec les provisions repris aux comptes annuels IFRS de la Banque.

---

<sup>6</sup> Le défaut est défini dans les § 260 à 264 de la partie VII - Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

Classe d'exposition	Stock de corrections de valeur au 31.12.2009 ( en 1.000 € ) 31.12.2009
<b>Titrisation et Actions</b>	<b>73.510,40</b>
Titrisation	66.998,71
Actions	6.511,69
<b>Autres Classes d'exposition</b>	<b>133.205,28</b>
Administrations centrales et banques	0,00
Etablissements financiers	67.593,07
Entreprises	37.251,34
Clientèle de détail	17.840,70
Financements Spécialisés	10.520,17
<b>Ecart de réconciliation avec IFRS</b>	<b>101,43</b>
<b>Total</b>	<b>206.817,11</b>

#### 8.5.4. Variation des corrections de valeur spécifiques par classe d'exposition

Ce tableau fournit l'analyse du stock de provisions du 31.12.2009 par rapport à la situation au 31.12.2008 avec les dotations, les reprises ainsi que les amortissements par le compte de profits et pertes.

Classe d'exposition	Stock de corrections de valeur au 31.12.2008 ( en 1.000 € ) 31.12.2008	Dotations	Reprises	Amortissements	Stock de corrections de valeur au 31.12.2009 ( en 1.000 € ) 31.12.2009
<b>Titrisation et Actions</b>	<b>36.281,99</b>	<b>39.759,62</b>	<b>-2.531,20</b>	<b>0,00</b>	<b>73.510,40</b>
Titrisation	36.281,99	33.247,93	-2.531,20		66.998,71
Actions	0,00	6.511,69			6.511,69
<b>Autres Classes d'exposition</b>	<b>140.424,98</b>	<b>66.090,80</b>	<b>-44.198,77</b>	<b>-29.095,09</b>	<b>133.205,28</b>
Administrations centrales et banques	0,00	0	0	0	0,00
Etablissements financiers	80.373,55	15.003,16	-6.632,08	-21.151,56	67.593,07
Entreprises	45.047,51	31.116,03	-31.574,55	-7.337,65	37.251,34
Clientèle de détail	11.844,82	12.055,30	-5.436,91	-605,88	17.840,70
Financements Spécialisés	3.159,10	7.916,31	-555,24	0,00	10.520,17
<b>Ecart de réconciliation avec IFRS</b>	84,79	0,00	0,00	0,00	101,43
<b>Total</b>	<b>176.791,76</b>	<b>105.850,41</b>	<b>-46.729,97</b>	<b>-29.095,09</b>	<b>206.817,11</b>

#### 8.5.5. Répartition des corrections de valeur spécifiques par secteur économique

Le tableau ci-dessous reprend les données relatives aux expositions dépréciées ou en retard de paiement hors titrisation et actions ainsi que le montant des corrections de valeur individuelles par secteur économique :

<b>Secteurs économiques</b>	<b>EAD des expositions dépréciées ou en retard de paiement ( en 1.000 € ) 31.12.2009</b>	<b>Montant total des corrections de valeur individuelles ( en 1.000 € ) 31.12.2009</b>
Banques et services financiers	144.263,00	100.377,16
Immobilier	42.736,33	3.325,96
Services aux entreprises	26.494,53	7.527,46
Transports	25.967,05	9.920,99
Consommation Ménages	23.738,80	3.723,50
Tourisme et Loisirs	22.511,45	3.665,90
Santé et activités sociales	19.151,58	1.439,51
Para-public	18.387,70	974,71
Divers	8.451,12	689,84
Télécom	4.460,97	987,38
Organisations supranationales	3.393,45	59,21
Sidérurgie	3.257,33	196,54
Energie	635,28	317,11
<b>Total</b>	<b>343.448,60</b>	<b>133.205,28</b>

Le montant élevé des encours en défaut par rapport à celui des corrections de valeur est lié à l'utilisation du « principe de contagion » pour l'ensemble de la clientèle.

On constate que le montant des corrections de valeur individuelles est le plus important pour le secteur « Banques et services financiers » avec 75,3% du montant total.

#### 8.5.6. Répartition des corrections de valeur spécifiques par zone géographique

Ci-dessous, nous avons regroupé les expositions dépréciées ou en retard de paiement hors titrisation et actions ainsi que le montant des corrections de valeur individuelles par zone géographique.

<b>Zones géographiques</b>	<b>EAD des expositions dépréciées ou en retard de paiement ( en 1.000 € ) 31.12.2009</b>	<b>Montant total des corrections de valeur individuelles ( en 1.000 € ) 31.12.2009</b>
Europe	248.618,86	65.275,39
Europe Autres	56.368,82	53.049,53
Amérique du Nord	34.554,24	14.802,84
Extrême Orient, Chine et Asie du Sud y compris Japon	32,14	5,39
Autres	3.874,54	72,14
<b>Total</b>	<b>343.448,60</b>	<b>133.205,28</b>

On observe que les corrections de valeur individuelles sont principalement localisées en Europe et en Amérique du Nord. En ce qui concerne l'Europe il s'agit de corrections de valeur en rapport avec la clientèle retail et wholesale national. En Amérique du Nord, il s'agit quasi-exclusivement des corrections de valeur en rapport avec la clientèle wholesale international et en rapport avec des titres plus particulièrement.



## 8.6. Techniques d'atténuation du risque de crédit

La Banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit, càd. les garanties personnelles et les collatéraux.

L'impact de ces deux types de garanties est représenté dans les tableaux qui suivent.

### - Impact des garanties

Classe d'exposition	EAD (en 1000 EUR) 31.12.2009	dont garanti (en 1000 EUR) 31.12.2009
Administrations centrales et banques centrales	7.501.447,98	0,00
Etablissements financiers	19.503.317,13	426.215,12
Entreprises (hors financements spécialisés)	3.362.895,31	389.227,69
Clientèle de détail	8.898.976,69	4.460.251,25

L'impact des garanties personnelles est particulièrement important pour la clientèle de détail avec plus de 50 % de l'encours qui est garanti.

### - Impact des collatéraux

Classe d'exposition	EAD (en 1000 EUR) 31.12.2009	dont collatéralisé (en 1000 EUR) 31.12.2009
<b>Administrations centrales et banques centrales</b>	<b>7.501.447,98</b>	<b>332.652,78</b>
<b>Etablissements</b>	<b>19.503.317,13</b>	<b>5.730.065,78</b>
opérations de prise en pension		4.128.515,38
Autres		1.601.550,41
<b>Entreprises (hors financements spécialisés)</b>	<b>3.362.895,31</b>	<b>146.915,77</b>
<b>Clientèle de détail</b>	<b>8.898.976,69</b>	<b>5.730.266,06</b>
Hypothèques		5.299.967,68
Autres		430.298,38

Pour les établissements financiers, presque l'intégralité des collatéraux est constituée par des titres reçus en vertu d'opérations de prise en pension.

En ce qui concerne la clientèle de détail, il s'agit essentiellement d'inscriptions hypothécaires.

## 9. Informations en rapport avec le risque de marché

L'exigence de fonds propres pour le risque de marché est déterminée conformément aux principes de l'approche « standard »<sup>7</sup>.

Pour de plus amples informations concernant la gestion des risques de marché, nous renvoyons le lecteur au point 6 « Gestion des risques financiers » des comptes annuels audités.

Le tableau suivant renseigne l'exigence de fonds propres calculée pour les différents types de risques de marché :

Risque de Marché - Exigences de fonds propres	31.12.2009 ( en 1.000 € )
<b>Exigences de fonds propres pour risques de position, risque de change, risque lié à la variation de prix des produits de base</b>	<b>14.140,85</b>
Exigences de fonds propres pour risques de position lié aux titres de créance négociés	14.137,41
Exigences de fonds propres pour risques de position lié aux titres de propriété	0,04
Exigences de fonds propres pour risque de change	3,40
Exigences de fonds propres pour risque de variation de prix des produits de base	0,00

## 10. Informations en rapport avec le risque opérationnel

L'exigence de fonds propres de la Banque pour le risque opérationnel est déterminée conformément aux principes de l'approche « standard »<sup>8</sup>.

L'application des facteurs de pondération forfaitaires de cette approche au résultat brut des différentes lignes métiers donne une charge pour risque opérationnel à 71.633,37 milliers € au 31.12.2009.

Pour de plus amples informations concernant la gestion des risques opérationnels, nous renvoyons le lecteur au « Rapport de gestion de la BCEE » dans les comptes annuels audités.

## 11. Risque de taux d'intérêt hors portefeuille de négociation

La Banque a appliqué les dispositions de la circulaire CSSF 08/338 concernant la mise en œuvre d'un test d'endurance visant à évaluer le risque de taux d'intérêt inhérent aux activités hors portefeuille de négociation. L'objectif du stress-test consiste à déterminer l'impact sur les fonds propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse de l'ordre de 200 points de base au niveau de la courbe des taux sur la valeur des positions hors portefeuille de négociation. La Banque réalise sur une base semestrielle ce test d'endurance.

Les modalités de calcul et de renseignement à la CSSF ont été respectées par la Banque.

<sup>7</sup> Circulaire 06/273 – Partie XI Couverture du risque de position lié aux activités du portefeuille de négociation.

<sup>8</sup> Circulaire 06/273 – Partie XV. Exigences minimales de fonds propres pour le risque opérationnel